

Février 2026

Du Front National au Rassemblement national: l'entreprise de «dédiabolisation» en marche

Un demi-siècle après la création du Front national, quelle place son héritier, le Rassemblement national, tient-il au sein de l'extrême-droite* ?

De nombreux commentateurs de la vie politique française parlent de « normalisation », de « dédiabolisation » du RN, thèmes abondamment relayés par les médias contrôlés par Bolloré, mais pas seulement. Nous vous proposons, dans cette lettre, les réponses de chercheurs historiens, politistes, sociologues (voir bibliographie) autour de quelques thèmes pour amorcer la réflexion.

(***Extrême-droite** : famille idéologique de partis, mouvements et groupuscules hétérogènes, qui ont en commun une critique radicale de la démocratie au nom d'une idéologie autoritaire, raciste et nationaliste tendant à exclure une partie des individus de la nation et/ou de la citoyenneté, et libérale en économie.)

Le RN aujourd'hui : fer de lance du pôle « identitaire » qui pèse lourd en France, comme dans plusieurs pays européens.

Le mot « identité » fait d'abord référence, pour l'extrême-droite, à l'identité ethnique, qui constitue le fondement des autres aspects de l'identité. Ce mot peut être utilisé par des membres de l'extrême-droite dans les débats publics sans susciter leur stigmatisation ni leur mise en cause au nom des lois républicaines qui visent à combattre discriminations et racisme. Mais, pour ceux qui se reconnaissent dans leurs idées, ce terme fonctionne comme un mot de passe politiquement chargé. Il donne tout son sens à la notion de « *préférence nationale* » sur laquelle se fonde le programme du RN et éclaire sans ambiguïté ce que signifie le slogan « *chez nous* » repris dans les réunions publiques et les meetings du RN, mais aussi par d'autres forces d'extrême-droite. Parmi celles-ci, les différents groupes se revendiquant identitaires, nationalistes, royalistes, fascistes ou nazis, et qui évoluent à la périphérie du RN et de Reconquête, ont recours plus ouvertement à des propos et écrits xénophobes, racistes, antisémites, islamophobes, homophobes ou transphobes.

Le discours identitaire s'est affirmé entre 1995 et 2000. Préparé par le travail de la « *Nouvelle droite* » dès le milieu des années 1970, il a été mis en forme par des cadres du GRECE (Groupement de

Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne) et adopté, entre autres, en France, par le FN (devenu ensuite RN). Ce courant identitaire s'incarne aussi dans des organisations politiques aux effectifs limités, qui se comptent en centaines de militant-es, en France comme dans différents pays. La rhétorique identitaire est non seulement le langage commun du nationalisme blanc, mais elle déborde beaucoup de ce cadre : elle est devenue fédératrice. Les résultats du premier tour des dernières élections présidentielles et des élections législatives de 2024 confirment que le courant identitaire est un des trois courants structurant le champ politique en France.

« *La France s'hérite ou se mérite* » est une formule connue du Rassemblement national, régulièrement répétée par ses porte-parole : la nationalité s'acquiert soit par filiation, soit par des « *efforts d'intégration* » que chaque immigré doit fournir – efforts souvent jugés insuffisants par le RN.

S'auto-identifier comme « *vrai Français* », « *Français de souche* » – et ici francité et blanchité s'entremêlent – c'est aussi se sentir habilité, comme par la force de l'évidence (« *nous, c'est notre pays* », « *on est quand même en France* »), à jouir prioritairement des ressources collectives de l'État. C'est ainsi que le RN fonde son programme de « *préférence nationale* » et prétend justifier toute une série de propositions économiques, sociales et politiques, qui sont autant de mesures discriminatoires contraires aux principes républicains et démocratiques.

Marine Le Pen, avec le RN, se définit ainsi comme « *social-nativiste* », c'est-à-dire qu'elle « *vend* » aux « *natifs* » la perspective d'élever leur niveau de vie en discriminant les « *non-natifs* », dans l'emploi et la protection sociale. Éric Zemmour, avec Reconquête, porte un discours identitaire encore plus rude, tout en insistant sur des énoncés encore plus conservateurs et libéraux, pour « *réconcilier* » la « *bourgeoisie nationale* » et les couches populaires.

Le RN peut ainsi défendre des mesures redistributives et certains acquis sociaux (aussi floue ce discours soit-il), tout en rappelant, lorsqu'il s'adresse à ses électeurs, que les bénéfices de ce système social seront réservés aux « *Français d'abord* ».

Le niveau de préjugés racistes dicibles a, en moyenne, baissé au cours des dernières décennies en France. Mais la tendance nouvelle réside dans leur politisation et leur expression électorale croissante, en particulier chez les personnes qui restent les plus « *ethnocentristes* » relativement au reste de la population, comme en attestent les travaux de Vincent Tiberj.

L'extrême-droite, avec le FN puis le RN, a aussi investi des champs d'études nouveaux pour elle : les rapports de genre, les droits des femmes, l'écologie, la laïcité...

En 2012-2013, la Manif pour tous a massivement mobilisé contre la loi ouvrant le mariage aux personnes de même sexe, dite « Loi Taubira », et les politiques d'égalité de genre.

Dans son sillage, l'extrême-droite s'est saisie de ces sujets, favorisant l'émergence d'un militantisme féminin hostile aux féministes. Loin de se cantonner à militer dans des structures existantes, ces « *nouvelles femmes de droite* », comme les appelle la politiste Magali Della Sudda, ont gagné une visibilité politique et médiatique nouvelle et brouillent les clivages politiques traditionnels, dans la mesure où leur influence a aussi gagné très largement les milieux politiques et intellectuels de droite, voire du centre. Des groupes de militantes d'extrême-droite comme le collectif Némésis ou des journalistes et essayistes comme Eugénie Bastié illustrent clairement ce courant avec ses thèmes, ses vecteurs de diffusion et ses moyens d'action.

Ces « *nouvelles femmes de droite* » fustigent les politiques égalitaires, qui viseraient à faire des femmes « *des hommes comme les autres* », considérant qu'elles menacent la société. Elles s'opposent à l'islam et à l'immigration extra-européenne et lisent les violences sexuelles au prisme de la race plutôt que du genre.

De manière générale, elles présentent le féminisme, en particulier celui de la deuxième vague, comme un mouvement d'aliénation.

Impossible d'aborder tous les champs énoncés dans le titre du paragraphe ci-dessus : climato-scepticisme, contestation de certaines connaissances scientifiques, réduction de la culture à une vision patrimoniale.

(Cf. bibliographie jointe).

Le RN est il (re)devenu un parti néolibéral comme beaucoup d'autres ?

Sa défense des intérêts des classes populaires ne serait-elle qu'un vernis ?

Le RN, avec Marine Le Pen, se présente volontiers comme le parti des petites gens, des « *oubliés* », des indépendant·es et des entrepreneurs et entrepreneuses qui se jugent trop taxé·es, alors que son programme multiplie les propositions pour baisser fortement les dépenses de l'État en affaiblissant les services publics qui sont pourtant des armes majeures contre les inégalités sociales.

Avec Marine Le Pen, le RN a élaboré une argumentation visant l'élite financière et les milliardaires pour toucher un électorat en souffrance économique et social. Mais cette petite musique est en train d'évoluer, comme le montrent ses votes peu médiatisés sur le budget (contre le rétablissement de l'ISF, contre la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus, contre la taxation des supers successions, etc). Au point que le parti d'extrême droite, qui tisse son réseau dans le monde patronal, défend de plus en plus le laisser-faire économique et se rapproche des propositions patronales.

Si le manque de cadres et la défiance des milieux économiques ont souvent constitué un obstacle pour le Rassemblement national, sa « *normalisation* » sur les questions fiscales, monétaires et européennes, son lâchage remarqué de la retraite à 60 ans ... sonnent comme un appel du pied à la classe dirigeante.

Soucieux d'amadouer les milieux économiques dans sa quête du pouvoir, le RN renonce publiquement à faire rendre gorge à ces grandes fortunes que Marine Le Pen, naguère, qualifiait de « *faux patrons* », en les accusant de confisquer l'argent des travailleurs français et des petits chefs d'entreprise qui, selon elle, représentaient le « *vrai* » patronat.

Au moment même où la crise budgétaire et financière (sans parler de la plus élémentaire justice fiscale) impose à l'État de trouver de nouvelles sources de recettes, le RN n'hésite pas : il se prononce contre la taxe Zucman de 2 %, visant

les patrimoines de plus de 100 millions d'euros. Mais la polarisation du débat politique sur cette mesure portée par la gauche les oblige à clarifier les contours de la « *justice sociale* » qu'ils préconisent. Ils mettent en avant leur proposition de l'IFF (Impôt sur la fortune financière), ciblant les actifs financiers et exonérant le « *patrimoine enraciné* » (résidence principale, biens professionnels et autres œuvres d'art détenues depuis plus de dix ans). Sébastien Chenu, vice-président du groupe RN à l'Assemblée nationale, a expliqué que l'IFF aurait « *à peu près la même rentabilité* » que l'IFI, l'impôt sur la fortune immobilière voté pour remplacer l'ISF en 2018 par la majorité macroniste ! Une brouille pour des ménages assis sur des fortunes démultipliées ces dix dernières années et proportionnellement moins taxés que la plupart des contribuables.

Au RN, il y a le vernis social et la réalité : des propositions économiques et des votes de plus en plus favorables à la rente et aux plus fortunés. Et pourtant, pour certains cadres du RN, les quelques dispositifs visant les ultra riches sont déjà de trop et ils se reconnaissent davantage dans les accents pro-business du président du parti, Jordan Bardella. Ainsi, chaque prise de position économique et sociale du RN consiste à amadouer des catégories encore réticentes (classes supérieures, milieux économiques... à qui on laisse la main sur le champ économique et dans l'entreprise) tout en flattant les aspirations de son électorat populaire, peu amène à l'égard de dirigeants du CAC 40 autrefois dénoncés par le RN.

Un processus de transformation d'image sans rupture doctrinale fondamentale, mais bien relayé et orchestré.

Le RN poursuit un travail d'implantation territoriale et culturelle en bénéficiant d'importants relais médiatiques : en premier lieu, le groupe Bolloré (*voir son emprise sur les médias avec le schéma réalisé par l'Observatoire des multinationales en 2025*), sans oublier l'empire économique de Pierre-Edouard Stérin... et sans négliger la forte présence de l'extrême-droite et de ses obsessions dans une grande partie de la presse quotidienne et hebdomadaire, des chaînes de télé et des radios (y compris publiques), et bien sûr des réseaux sociaux. Or, l'emprise de plus en plus grande des médias

audio-visuels a fortement contribué à la perte d'autonomie du champ politique tout entier.

Ainsi se banalisent les atteintes à l'état de droit, les attaques contre la justice, la stigmatisation de l'immigration et des étrangers, la « diabolisation » de la gauche de la gauche ... et, dans le même temps, la revendication plus ou moins explicite d'un pouvoir exécutif renforcé par la limitation des contre-pouvoirs, accompagnée de l'attrait pour Trump et autres dirigeants tout aussi peu attachés à la démocratie.

Ainsi, le RN est parvenu à affaiblir fortement la possibilité d'un « front républicain », avec la banalisation de plusieurs de ses idées et la perte d'influence du parti « Les Républicains », qui prône de plus en plus unanimement « l'union des droites ».

L'enjeu des municipales pour le RN et l'extrême-droite, mais aussi pour ceux qui les combattent.

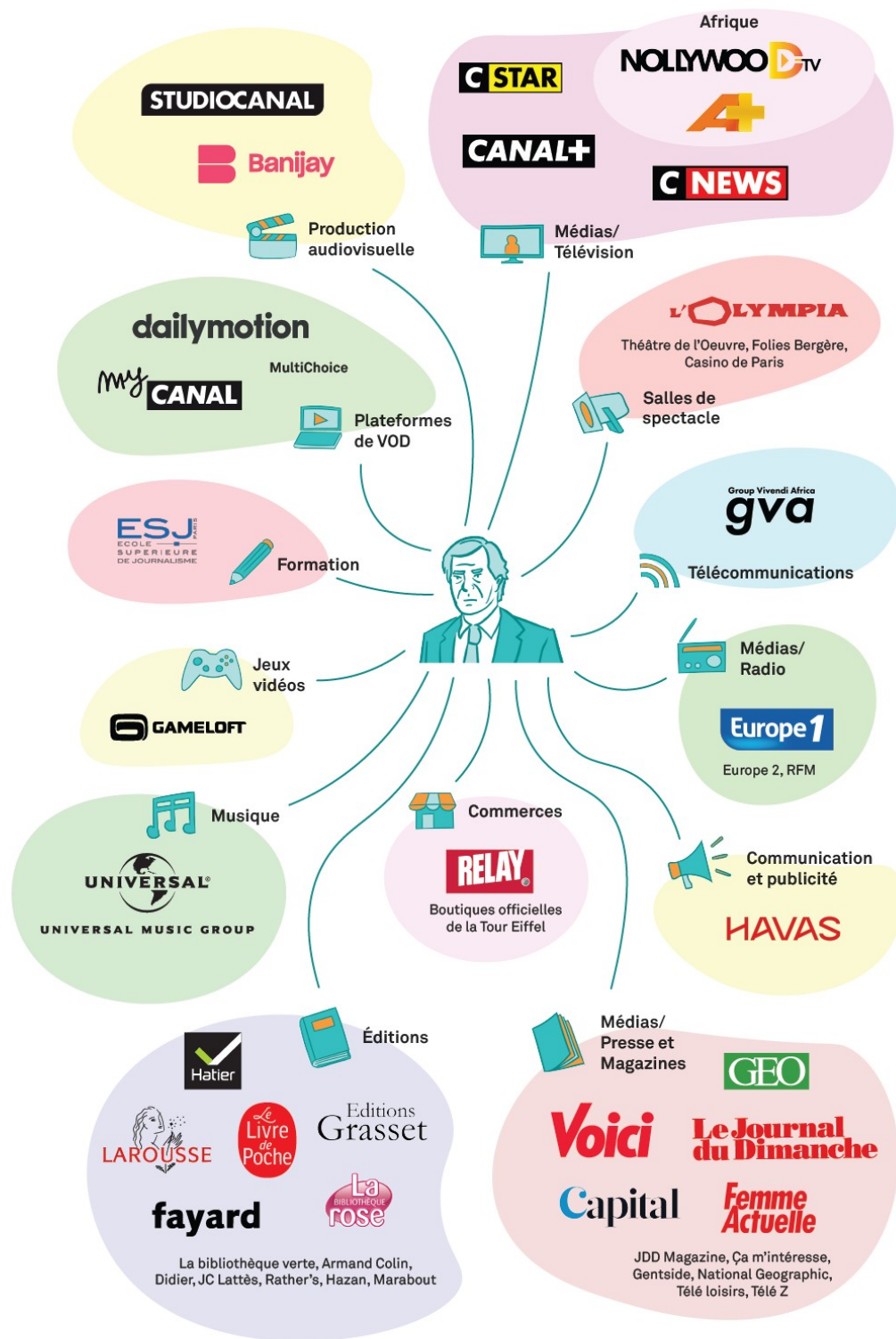
L'histoire nous l'a appris : les basculements politiques ne s'annoncent pas toujours par des fracas spectaculaires. Ils passent souvent par des glissements progressifs. Sans mobilisation populaire pour se rendre aux urnes, les élections municipales des 15 et 22 mars 2026 pourraient représenter un véritable tremplin pour le Rassemblement national avant l'élection présidentielle de 2027.

Le RN, qui poursuit méthodiquement son implantation locale, a compris depuis longtemps que le pouvoir se conquiert aussi par les mairies. À chaque scrutin, l'extrême droite travaille à se rendre incontournable, respectable. Elle administre et elle gère, mettant en œuvre ses propositions discriminatoires sur le plan de l'aide sociale, de la culture et des subventions aux associations. Le RN construit ainsi patiemment des réseaux d'élus et de cadres pour structurer des campagnes nationales. Ce que l'extrême droite ne parvient pas toujours à imposer par le discours, elle cherche à l'installer par l'habitude.

« *Nous entendons peser comme jamais dans notre histoire sur le scrutin local* », a annoncé Jordan Bardella le 12 janvier lors de ses vœux à la presse. Or, chaque mairie conquise, chaque implantation locale renforcerait la capacité du RN à se projeter vers les échéances nationales.

Quelques références bibliographiques :

- Magali Della Sudda : Les nouvelles femmes de droite, Hors d'atteinte, 2022
- Félicien Faury : Des électeurs ordinaires ? Enquête sur la normalisation de l'extrême-droite, Seuil, 2024
- Nicolas Lebourg : Paris – Moscou : un siècle d'extrême-droite, Seuil, 2024
- Ugo Palheta : Comment le fascisme gagne la France ? De Macron à Le Pen, La Découverte, 2025
- Vincent Tiberj : La droitisation française, mythe et réalités, PUF, 2024



Cartographie non-exhaustive des activités
du groupe Bolloré dans les secteurs de la
culture, des médias et de la communication